

COMPTES RENDUS

Madeleine BAUDOIN. — *Histoire des Groupes Francs (M.U.R.) des Bouches-du-Rhône de septembre 1943 à la Libération*. Paris. Presses universitaires de France (collection « Esprit de la Résistance »), 1962. In-8° de 284 pages, XXXII planches hors texte (thèse de doctorat ès lettres présentée à la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Caen).

C'est un épisode très précis de l'histoire de la Résistance marseillaise que nous raconte M^{lle} Madeleine Baudouin : l'action d'une quinzaine de militants, en un peu moins d'un an, dans quelques quartiers de Marseille, à l'exception de cinq ou six foyers d'opérations régionales extérieures.

Mais les premiers chapitres de l'ouvrage, dans lesquels l'auteur nous renseigne utilement sur ce qu'on peut appeler les institutions de la Résistance, établissent la relation entre cette action concrète d'un petit groupe local et le vaste complexe des réseaux nationaux eux-mêmes en communication avec l'Angleterre et l'Afrique du Nord. Quelle place occupaient exactement les Groupes Francs dans cet ensemble ? Au début de l'année 1943, avant la formation du C.N.R., il existait en zone Sud deux mouvements principaux de résistance : le *Front National*, d'inspiration communiste, avec ses formations paramilitaires, les *F.T.P.F.*, dont Charles Tillon a retracé l'histoire dans un ouvrage récent, et les *M.U.R.* (Mouvements Unis de la Résistance) où avaient fusionné les mouvements *Libération*, *Combat* et *Franc-Tireur*. Les *M.U.R.* possédaient également des formations paramilitaires : *L'Armée Secrète (A.S.)* et les *Groupes Francs (G.F.)*. La première était en liaison régulière avec Londres, puis Alger. M^{lle} Baudouin lui attribue une tactique d'attentisme, en 1943 du moins, et souligne sa méfiance à l'égard des communistes. Les *Groupes Francs*, au contraire, étaient partisans d'une action directe immédiate. Ils avaient une organisation autonome assez souple, une grande liberté d'action, assez peu de contacts avec les autres formations, mais peut-être plus de rapports avec les communistes qu'avec l'A.S. Leur responsable national, Ravanel, était communiste lui-même, mais sur le plan régional — la Région 2 avait pour chef-lieu Marseille et englobait six départements du Sud-Est — les *G.F.* étaient en liaison directe et amicale avec le chef régional des *M.U.R.*, Maxence (M. Max Juvénal). Leur responsable départemental était Jean Comte, dit Lévis. Ses liens avec des groupes communistes dissidents, dirigés par Jacques Méker et Joseph Pastor, désavoués dans la clandestinité par le

Parti communiste, expliquent des difficultés sur lesquelles l'auteur, documents à l'appui, insiste longuement, difficultés qui persisteront après la Libération.

Décimés par la Gestapo au printemps 1943, les *Groupes Francs* se reconstituèrent et organisèrent à Marseille des dépôts d'armes et de munitions, des réserves de faux papiers et de tracts. Peu nombreux, issus de milieux sociaux très divers, unis et audacieux, leurs membres entreprirent, avec des moyens financiers très modestes, subordonnés à des distributions de fonds dont l'irrégularité les obligeait à recourir aux subsides familiaux, une quinzaine d'opérations assez importantes. Certaines d'entre elles retentissent encore à notre mémoire. Je pense à l'explosion survenue à l'école Michelet, le 20 avril 1944, qui permit de détruire un poste de brouillage allemand et des dossiers du S.T.O. Un mois plus tôt, le 5 mars, avec le concours de renforts venus des Hautes et Basses-Alpes, les G.F. avaient saboté, sans faire de victimes, l'usine Péchiney de Gardanne et réduit ainsi des deux tiers la production d'alumine destinée aux Allemands. Il y eut également des attentats à Aix, des évasions de prisonniers politiques remarquablement organisées à la prison Chave et à l'hôpital Salvator. Les G.F. firent enfin exploser les locaux de la milice au lycée Thiers et participèrent à des combats contre les miliciens dans les Hautes-Alpes, ainsi, bien entendu, qu'à ceux de la libération de Marseille, au carrefour des Cinq-Avenues. Deux de leurs membres furent tués ; quatre autres avaient été victimes des tortures de la Gestapo.

Il est certain que la tardive et brutale répression allemande qui conduisit tant de patriotes au charnier de Signes désorganisa la Résistance marseillaise à un moment décisif. Les divergences avec les communistes, dans le cadre du commandement F.F.I., expliqueraient également pourquoi, selon M^{lle} Baudoin, « les combats de la libération de Marseille se déroulèrent dans la confusion » (p. 158).

Agent de liaison des *Groupes Francs* pendant cette période, l'auteur apporte un témoignage personnel extrêmement précis et vivant. Elle cherche à éclaircir des problèmes douloureux qui affectèrent en leur temps certains de ses compagnons. Elle a interrogé plus de cinquante personnes, dirigeants et militants obscurs, utilisé des archives privées, dépouillé les journaux de l'occupation, la presse clandestine et celle de la Libération. Le problème de l'accès aux archives publiques se trouve évidemment posé, de nouveau, en ce qui concerne l'étude de la seconde guerre mondiale et plus particulièrement de la Résistance française. Mais des ouvrages, comme celui de M^{lle} Baudoin, contribuent déjà à nous faire connaître bien des aspects d'une histoire d'autant plus attachante qu'elle est redécouverte par beaucoup d'entre nous.

A. OLIVESI.

AMARGIER (P.-A.). — Bernardus Guldonis : *De fundatione et prioribus conventuum provinciarum Tolosanae et Provinciae Ordinis Praedicatorum*. Istituto storico domenicano, Roma, 1961, XXII-314 p., 1 carte (Coll. Monumenta Ordinis Fratrum Praedicatorum Historica, vol. XXIV).

Une édition complète et critique de l'œuvre de Bernard Gui a fait longtemps défaut aux historiens. Des fragments seulement avaient été

publiés, et le plus souvent dans des collections d'accès difficile. La publication entreprise par l'Institut historique dominicain de Sainte-Sabine comble donc une lacune.

L'édition de la partie de l'œuvre qui reçoit le titre de *fundatione...*, et que l'on doit au R.P. Amargier, fait suite au *de quatuor in quibus Deus Praedicatorum Ordinem insignivit* précédemment édité par le R.P. Kaepfelli.

Le *de fundatione* se présente sous forme d'un beau volume auquel l'Imprimerie Vaticane a donné tous ses soins. Le livre est muni d'une carte et d'un index multiple. Cet index classe dans des sections différentes les Frères Prêcheurs, les sœurs, les personnes étrangères à l'Ordre, ce qui en facilite le manement pour la recherche. On remarquera un essai d'identification des toponymes inclus dans les noms de personnes, qui eût pu être poussé plus loin, mais tel quel fort utile. Une précieuse bibliographie accompagne chacune des notices consacrées aux 55 couvents de frères, et aux 5 monastères de sœurs, que recense Bernard Gui.

L'ouvrage est muni d'une préface du R.P. Amargier. Elle se présente comme une simple mise au point. C'est en fait bien davantage, une introduction à l'étude de l'œuvre tout entière de Bernard Gui. Nous nous permettrons de conseiller une lecture attentive des paragraphes consacrés aux méthodes de travail de ce dernier, si riches en enseignements sur sa conception du métier d'historien ou plutôt de chroniqueur.

L'œuvre de Bernard Gui n'est pas en effet une histoire des couvents des Frères Prêcheurs du midi de la France, mais une chronique riche, œuvre d'un témoin averti et bien placé. A ce titre c'est une source de documentation de première valeur.

Le premier centre d'intérêt en est l'histoire de l'Ordre Dominicain. Cette histoire trouve justement ses meilleurs documents dans la France méridionale ; c'est à partir de l'étude de ces régions que l'on pourra écrire une histoire plus précise des premiers temps de l'Ordre des Prêcheurs. Le *de fundatione* est très riche en documentation sur les couvents de Toulouse, de Limoges, de Carcassonne. Les noms de personnes sont très nombreux. Parfois nous connaissons tous les religieux qui ont participé à la fondation d'un couvent, comme à Carcassonne ; ailleurs nous n'avons que la liste des prieurs du couvent. B. Gui note avec soin l'origine géographique des religieux. Il y a donc là une source de première importance sur l'implantation régionale d'un Ordre religieux. On peut remarquer combien sont minces les rapports entre les couvents du Sud-Ouest et ceux du Sud-Est. Le plus souvent les prieurs des couvents sont pris parmi les natifs de la ville, comme cela apparaît à Limoges. Quelquefois nous retrouvons un même religieux prieur successivement dans plusieurs villes. B. Gui est tour à tour prieur à Albi, Carcassonne, Castres, Limoges avant de devenir inquisiteur à Toulouse. L'horizon géographique reste le plus souvent limité. Il y a là un fait très important, qui rétablit dans leur vérité quotidienne la vie des religieux. Ceux que l'on peut suivre dans des déplacements à travers toute l'Europe sont les moins nombreux. Pour le plus grand nombre la vie religieuse ne devait pas dépasser le cadre d'un seul couvent.

De ces diverses personnes — plus de 800 Frères Prêcheurs sont nommés dans le *de fondation* — B. Gui fait un bref éloge. Ensemble de notices qui nous fait entrer très avant dans la compréhension de l'idéal religieux du XIII^e siècle. Le vocabulaire guide ici la recherche.

En plus de ces listes de noms de personnes dont nous venons d'évoquer l'intérêt, B. Gui s'attache au récit de la fondation des différents couvents. L'installation de religieux mendiants dans les villes médiévales n'est pas une question simple qui se résoud par une quête faite porte à porte. Il faut acheter un terrain et trouver l'argent nécessaire pour de grandes constructions. A Toulouse, à Limoges ce sont de généreux donateurs qui achètent les terrains, parfois parcelles après parcelles. Ils font don de sommes considérables pour les édifices. A Toulouse le rôle essentiel est joué par l'évêque, qui est justement, dans cette seconde moitié du XIII^e siècle, un dominicain. A Carcassonne c'est le roi de France, saint Louis, qui donne aux frères terrain et argent. La chronique de Carcassonne permet de connaître plus précisément encore la vie des frères : le chapitre fournit le vivre et la boisson — en fait le pain et le vin — une fois par semaine, l'évêque offre la même nourriture deux jours par semaine, le roi offre vingt sous d'aumône par semaine.

Tous ces détails, dont ce ne sont là que quelques exemples, eussent requis, ainsi que l'a noté M^{lle} Elisabeth Magnou, un index des *rerum notabilium* qui fait malheureusement défaut. (1)

Aux chercheurs provençaux le *de fondation* ne réserve certes pas d'aussi abondantes richesses que celles qu'y peuvent puiser leurs collègues languedociens. Pour Bernard Gui la Provence est une terre déjà lointaine, sur laquelle il n'a que relativement peu d'informations. Ils pourront cependant glaner là bien des précisions qu'ils chercheraient vainement ailleurs. Aussi nous a-t-il paru bon de leur signaler et recommander cet ouvrage qui ne dépare pas la célèbre collection des *Monumenta Ordinis Praedicatorum Historica* dont il constitue le XXIV^e volume.

Jacques PAUL.

(1) C.R. in *Annales du Midi*, t. 75, n° 62 (avril 1963), p. 224-226.